

8 Suisse

A Zurich, la peur du «Frengzöslisch»

LANGUES Trois syndicats d'enseignants réclament que l'école ne conserve qu'une seconde langue au primaire. Les Zurichois tranchent le 21 mai. Leur décision est très attendue vu le poids de Zurich dans le débat sur les langues

CÉLINE ZÜND, ZÜRICH
@celinezund

Frengzöslisch. Cette contraction entre *Englisch* et *Französisch*, inventée pour la campagne en faveur de la suppression d'une «langue étrangère» à l'école primaire à Zurich, doit à elle seule exprimer la menace de confusion qui plane au-dessus des petits Zurichois. Le français et l'anglais, c'est trop, affirment les auteurs de l'initiative cantonale «Davantage de qualité – une langue étrangère à l'école primaire», lancée par trois syndicats d'enseignants zurichois, sur laquelle la population se prononcera le 21 mai prochain.

Les enfants sont surchargés, selon les initiants. Les enseignants invoquent aussi des conditions d'apprentissage toujours plus difficiles, avec des classes trop grandes aux niveaux trop hétérogènes. Au cœur de leurs inquiétudes, la perte de maîtrise de l'allemand. «Il ne faut pas oublier que pour la plupart des enfants qui arrivent à l'école primaire, l'allemand est une langue étrangère. Ils devraient d'abord bien maîtriser cette langue, avant d'en apprendre une nouvelle»,

souligne Kurt Willi, membre du comité d'initiative. L'enseignant fait référence autant aux élèves de langue maternelle étrangère qu'aux petits Suisses alémaniques qui parlent le dialecte à la maison.

Les initiants évitent soigneusement de dire quelle langue, de l'anglais, enseigné dès la deuxième année primaire à Zurich, ou du français, qui figure au programme à partir de la cinquième année, ils privilégieraient. Au Conseil d'Etat zurichois de trancher. L'anglais, considéré depuis longtemps comme prioritaire sur le marché de l'emploi, aurait la préférence de nombreux parents zurichois, souligne Kurt Willi.

Le gouvernement privilégie le français

Mais la conseillère d'Etat zurichoise chargée de l'éducation, Silvia Steiner, a d'ores et déjà déclaré que le gouvernement privilégierait le français. Pour la ministre PDC, cette votation est cruciale: l'éluée préside la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) depuis le début de l'année. A elle de veiller sur le respect par les cantons de l'accord de 2004, qui prévoit l'enseignement d'une



SILVIA STEINER
CONSEILLÈRE D'ÉTAT
RESPONSABLE
DE LA DIRECTION
DE L'ÉDUCATION

«Si Zurich décide de supprimer une langue au primaire, nous devons bien sûr rediscuter du compromis. Mais les cantons n'auront pas beaucoup de marge de manœuvre»

seconde langue nationale et de l'anglais au plus tard dès la septième année HarmoS.

Silvia Steiner met en garde contre le risque de chaos dans le plan d'études, si l'une des deux langues devait être reportée au niveau secondaire, déjà très chargé. Derrière les arguments pédagogiques, le débat politique perce. Début mai, le parlement thurgovien a affirmé sa volonté de reporter le français au niveau secondaire. D'autres cantons alémaniques sont tentés de suivre le mouvement. Et le poids de Zurich, dans ce débat d'envergure nationale, n'est plus à démontrer. «La Confédération se tient prête à intervenir avec une loi sur les langues si les cantons n'appliquent pas le principe d'harmonisation de l'instruction publique prévu par la Constitution. J'espère que ce ne sera pas nécessaire. La CDIP se réunit en juin prochain. Si entre-temps Zurich décide de supprimer une langue au primaire, nous devons bien sûr rediscuter du compromis. Mais les cantons n'auront pas beaucoup de marge de manœuvre», souligne Silvia Steiner.

C'est sur les bords de la Limmat que s'était écrit le premier chapitre

de la saga alémanique des langues. Dans une recommandation datant de 1975 déjà, la CDIP demandait aux cantons d'enseigner une langue nationale au primaire en priorité. Coup de théâtre, en 2000, lorsque le ministre zurichois de l'Éducation Ernst Buschor crée une première entaille à ce compromis, en introduisant l'anglais en troisième année, avant le français. Plusieurs cantons à l'est de la Reuss suivront.

Compromis sur les langues remis en question

Nouveau rebondissement en 2006: des enseignants zurichois proches des partis conservateurs lancent la première initiative pour évacuer le français de l'école primaire. Un projet finalement rejeté par 59% de la population. «Depuis, nous avons beaucoup plus de recul sur l'enseignement des deux langues», affirme Kurt Willi, convaincu que le vent a tourné. Un sondage auprès de 1210 personnes, selon lequel 75% des Zurichois préféreraient ne voir qu'une langue au primaire, a poussé les syndicats d'enseignants à ranimer le débat, en tentant cette fois d'évacuer la question de la cohésion nationale.

Mais pour Mathias Reynard, la menace pèse bel et bien sur la *Willensnation*: «Nous avons déjà dû baster par le passé, en acceptant que plusieurs cantons alémaniques placent l'anglais avant le français au primaire. C'est quoi, la prochaine étape? Faire du français une option facultative?» s'emporte le conseiller national face aux multiples tentatives alémaniques de remettre en question le compromis des langues.

Aux yeux du socialiste, si Zurich opte pour cette voie, ce serait «une catastrophe», au vu du poids du canton le plus peuplé de Suisse. «La décision zurichoise pourrait faire bouler de neige», s'inquiète l'élu valaisain. Lui qui est aussi enseignant dénonce un «faux combat»: «De nombreux élèves ont des difficultés en maths et pourtant, personne ne songerait à supprimer cette branche. Plutôt que de renoncer, il faut investir des moyens pour améliorer l'enseignement.» Mais en Suisse alémanique, la tendance est plutôt aux coupes dans l'éducation, souligne Kurt Willi: «Réclamer des augmentations budgétaires pour les langues n'a aucune chance d'aboutir, dans le contexte politique actuel.»

PUBLICITÉ

ARRIVERAS-TU
À RETROUVER LA MÉMOIRE ?

LES MYSTÈRES
DE L'UNIL
2017

20 ET
21 MAI
PORTES
OUVERTES

ARRÊT MI : UNIL-DORIGNY
MYSTERES.CH

[24]heures

Unil
UNIL | Université de Lausanne